

CONSEIL MUNICIPAL du 28 novembre 2016 – 18heures30
Résumé sommaire

16 présents, 7 élus absents excusés [Michèle Rousseau (procuration à Pierre Plouzennec), Bénédicte Daras Ripia (procuration à Annie Marzin), Marie-Christine Camenen (procuration à Alain Olivier), Claudie Guénolé (procuration à Philippe Sandrin), Thomas Le Reun (procuration à Jean-François Jaffry), Jocelyne Kervella-Lainé (procuration à Claude Conrod), Jean-Marc Jaouen] **pour le point 1.**

17 présents, 6 élus absents excusés [Michèle Rousseau (procuration à Pierre Plouzennec), Bénédicte Daras Ripia (procuration à Annie Marzin), Claudie Guénolé (procuration à Philippe Sandrin), Thomas Le Reun (procuration à Jean-François Jaffry), Jocelyne Kervella-Lainé (procuration à Claude Conrod), Jean-Marc Jaouen] **pour les points 2 à 15.**

Brigitte Brémaud est élue secrétaire de séance à l'unanimité.

0. Compte-rendu du Conseil municipal du 3 octobre 2016

Le Maire, Pierre Plouzennec, fait la lecture du compte-rendu sommaire qui a été transmis aux conseillers avec la convocation, puis le soumet au vote. Le compte-rendu sommaire est adopté (22 pour) à l'unanimité. Le compte-rendu du conseil communautaire a été également transmis par voie électronique à l'ensemble des conseillers.

1. Rapport d'activité de la Communauté de Communes

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente le rapport d'activités de la communauté de communes qui a été préalablement transmis à tous les conseillers municipaux.

Les conseillers communautaires présentent les items inclus dans le rapport et répondent aux questions des conseillers.

Après en avoir délibéré (22 pour), le conseil municipal valide à l'unanimité le rapport tel que présenté.

2. Communauté de Communes : changement de statuts

Pierre Plouzennec, le maire, présente le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB).

Il explique que ce projet de mise en conformité des statuts avec les dispositions de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République - août 2015) fait suite à la réunion d'informations organisée le 21 octobre au centre culturel Avel-Dro, à l'attention des conseillers municipaux des dix communes, ainsi qu'au conseil communautaire du 18 novembre dernier.

L'arrêté de modification des statuts devant être pris par le Préfet avant le 31 décembre, les communes doivent présenter le projet à leur assemblée avant le 20 décembre de cette année.

La Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB) propose de toiletter la rédaction ancienne et d'intégrer les nouvelles compétences telles :

- l'accueil des gens du voyage ;
- les maisons de services au public, en lien avec l'ouverture du nouveau siège communautaire au printemps 2017 ;
- pour les autres compétences, le périmètre communautaire concerné.

Ceci concerne les compétences à prendre ou définir, par application de la loi, au 1^{er} janvier 2017, sachant que d'autres compétences (GEMAPI par exemple) seront à intégrer au 1^{er} janvier 2018 et nécessiteront de nouvelles délibérations. Le Maire précise que la communauté souhaite mieux définir le contour des compétences supplémentaires avant de s'engager.

Après en avoir délibéré (22 pour), le conseil municipal valide le changement de statuts de la CCHPB et autorise le maire à transmettre la délibération.

3. Communauté de Communes : fonds de concours assainissement

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et à l'environnement, présente à l'assemblée le projet de fonds de concours dans le cadre du développement du réseau d'assainissement collectif sur la commune.

Elle expose les différents lieux et les montants s'y rapportant :

rue des ajoncs :	6 312 €
rue des glycines :	3 743 €
rue des mouettes :	12 392 €
secteur de la Trinité :	38 232 €
rue des mouettes et hameau de la baie :	15 570 €
soit un total de :	76 249 €

Annie Marzin précise qu'il s'agit d'un maximum et qu'il convient de réajuster les montants en fonction du bilan qui en sera fait (versement des PRE).

Après en avoir délibéré (20 pour, 2 abstentions - Claude Conrod), le conseil municipal valide le projet de versement du fonds de concours à hauteur maximale de 76 249 € et prévoit l'inscription budgétaire.

4. Communauté de Communes : bâtiment Office de Tourisme

Le Maire, Pierre Plouzenec expose le projet de fonds de concours entre la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB) et la commune dans le cadre de la construction du bâtiment de l'office de tourisme. Il a été convenu que la CCHPB participe à hauteur de 75 000€, somme qui correspond à l'équipement de mobilier de l'établissement, siège de l'association.

Après en avoir délibéré (20 pour, 2 abstentions - Claude Conrod), le conseil municipal autorise le maire à signer les demandes de fonds de concours pour 75 000€ et prévoit les inscriptions budgétaires.

5. Convention SDEF - Photovoltaïque

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente l'étude réalisée par le SDEF visant à analyser la capacité de la toiture sud de l'école publique Georges Le Bail à accueillir des panneaux photovoltaïques. Le projet consiste à installer les panneaux rigides sur une surface de 76 m². Le SDEF se propose d'être maître d'œuvre, ce qui implique la signature d'une convention pour la location de la toiture. Le SDEF propose de financer le projet évalué à 30 000 € et de s'occuper du suivi de la maintenance en cours du projet ; la production prévue est estimée à 10 mégawatt par an. Jean-Bernard Yannic précise également que les prix proposés par Enedis évoluent tous les trimestres.

Après en avoir délibéré (22 pour), le conseil municipal valide à l'unanimité le projet, autorise le maire à signer la convention et prévoit les dépenses budgétaires.

6. Convention SPA - Société Protectrice des Animaux

Le Maire, Pierre Plouzenec, rappelle que chaque commune est tenue de disposer d'un service public de fourrière. Plozévet a choisi depuis plusieurs années de faire appel à la SPA et la convention arrive à son terme au 31 décembre. Il convient de procéder à son renouvellement.

Le montant de la prestation s'élève à 1,05 € par habitant (soit 3 198,30 TTC pour 2017), la durée de la convention est prévue pour une année et renouvelable deux fois, soit trois ans.

Après en avoir délibéré (22 pour), le conseil municipal valide à l'unanimité le projet, autorise le maire à signer la convention et prévoit les dépenses budgétaires.

7. Convention ALSH (Accueil de Loisir Sans Hébergement) - Commune de Pouldreuzic

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires, présente le projet de convention de prestation croisée entre les deux communes qui disposent chacune d'un ALSH (Accueil de Loisirs sans Hébergement) ouvert tout au long de l'année. Plusieurs séjours avec nuitées ont déjà été organisés en commun. Il est également envisagé que lors de périodes moins fréquentées, un seul des deux accueils serait ouvert.

Il convient donc de prévoir une convention pour les périodes en question : chaque commune conservera la facturation aux familles et reversera à la commune organisatrice le montant des sommes perçues.

Pour les vacances de fin d'année, l'accueil de Plozévet serait ouvert les deux premières semaines et fermé le 3 janvier, et l'accueil de Pouldreuzic ouvrirait la première semaine des vacances et le 3 janvier.

Gaby Peton rajoute que notre structure donne grande satisfaction et que le personnel bénéficie en permanence de formation professionnelle. Elle affirme que ce sont des agents compétents dans leur domaine et dénonce les commentaires publiés à l'encontre du personnel communal.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide à l'unanimité (22 pour) la proposition, autorise le maire à signer la convention et prévoit les dépenses budgétaires.

8. Longueur de voirie

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, explique que chaque année, les services de la Préfecture nous demandent l'évolution de la longueur de la voirie. Après vérification, il s'avère que la portion entre le rond-point du 11 XI et la place des frères Strullu n'a pas été intégrée, soit une distance de 91,22 mètres ainsi que celle du rond-point du 11 XI à la rue d'Audierne, soit 76,40 mètres.

Il propose donc de rajouter ces 167,62 mètres au tableau de la voirie communale.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide (22 pour) à l'unanimité le projet, autorise le maire à modifier le tableau de voirie comme présenté et à transmettre les informations à la Préfecture.

9. PDIPR - Boucle VTT des Dolmens

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et à l'environnement, présente le projet de circuit de VTT (Vélo Tout Terrain) des Dolmens et explique que la Communauté de Commune du Cap Sizun a demandé son inscription au PDIPR (Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée) du Finistère.

Cet itinéraire emprunte des chemins ruraux et autres propriétés appartenant au patrimoine privé de la commune. L'inscription au PDIPR, effective après délibération du Conseil départemental, engage la commune sur le maintien des chemins sur ses propriétés. Annie Marzin propose d'autoriser le passage de randonneurs sur les propriétés privées communales.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide à l'unanimité (22 pour) la proposition, autorise le maire à signer la convention et prévoit les éventuelles dépenses budgétaires.

10. Tableau des emplois - modification

Pierre Plouzennec, le Maire, précise que l'organisation des services techniques a aujourd'hui été légèrement remaniée pour tenir compte de l'évolution des effectifs et propose d'adapter le tableau des emplois en conséquence. Il existe désormais deux pôles : un pôle bâtiment, un pôle extérieur. L'organisation a été validée par le CTP (Comité Technique Paritaire) du CDG (Centre de Gestion) du Finistère.

Après en avoir délibéré (22 pour), le conseil municipal valide à l'unanimité la proposition, autorise le maire à modifier le tableau des emplois tel que présenté.

11. Cession de terrain - frais de bornage

Pierre Plouzennec, le Maire, fait référence à la délibération prise en conseil municipal le 16 mars 2016 relative au transfert de propriété dans le secteur de la rue Jules Ferry. Il propose à l'assemblée de faire l'avance des frais de bornage pour le compte d'un des propriétaires qui en a fait la demande et en attente de la vente du terrain. Le montant de l'opération se monte à 510 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide à l'unanimité (22 pour) la proposition, autorise le maire à procéder à l'avance des frais et prévoit la dépense budgétaire.

12. Budget - Autorisation de mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget

Pierre Plouzennec, le Maire, informe l'assemblée que le code général des collectivités locales, notamment l'article L1612-1, prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans les limites du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

Il est proposé à l'assemblée de mettre en application cette possibilité pour les comptes 165, 20, 21, 23 et 27.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (22 pour) autorise la dépense en investissement à hauteur de 25% telle qu'indiquée.

13. Budget – Imputation des dépenses en investissement

Le Maire, Pierre Plouzennec, explique que d'un point de vue comptable, les dépenses d'investissement comprennent essentiellement des opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité territoriale : achats de matériels durables, construction ou aménagement de bâtiments, travaux d'infrastructure et acquisition de titres de participation ou autres titres immobilisés.

Sont des dépenses d'investissement, les acquisitions de biens meubles considérés comme des immobilisations par nature, dans la mesure où ils remplissent des conditions de durabilité et de consistance. À ce titre, une liste de ces biens a été publiée par une circulaire du 26 février 2002. Les biens ne figurant pas dans cette liste ou ne pouvant y être assimilés, mais ayant un caractère de durabilité et de consistance suffisant, peuvent être imputés en section d'investissement par une délibération spécifique de l'assemblée délibérante lorsqu'il s'agit de biens dont la valeur unitaire est inférieure à 500 € (articles L. 2122-21, L. 3221-2 et L. 4231-2 du CGCT). Il est proposé à l'assemblée délibérante d'adopter le principe de l'imputation des dépenses en conséquence.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité (22 pour) autorise le Maire à imputer en investissement lorsqu'il est nécessaire, les dépenses inférieures à 500 €.

14. Budget – Imputation des dépenses relatives au sinistre

La Commune a été victime de l'incendie des bâtiments des services techniques le 9 septembre dernier. Il est proposé d'autoriser l'inscription en partie investissement de toutes les dépenses nécessaires au rétablissement d'une activité opérationnelle des services techniques, y compris lorsqu'il s'agit de dépenses liées au fonctionnement. En effet, on peut considérer dans ces conditions, que l'opération est équivalente à la création d'un service et à ce titre remplit les critères pour que les dépenses soient affectées en section investissement du budget.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide à l'unanimité la proposition (22 pour), autorise le maire à imputer en investissement les dépenses nécessaires au rééquipement des services techniques.

15. Budget – Remboursement des effets personnels suite au sinistre

Suite au sinistre des bâtiments des services techniques, et en accord avec les experts en assurance, il convient d'autoriser le remboursement des effets personnels des agents, détruits lors de l'incendie, sur justificatif. Le montant de ces pertes nous étant remboursé par notre contrat d'assurance sur le budget général.

Après en avoir délibéré unanimité, le conseil municipal autorise le Maire à procéder au remboursement des pertes sur justificatifs et prévoit la dépense budgétaire.

Questions diverses

Le Maire Pierre Plouzennec, informe les conseillers que suite à l'orage de fin octobre, la Commune est confrontée à des problèmes de connexion téléphonique. En effet, les services de l'opérateur Orange rencontrent des difficultés pour identifier l'endroit précis de la panne et de nombreux abonnés se retrouvent sans téléphone fixe.

Le Maire présente ensuite l'agenda à venir dont le marché de Noël de l'amicale laïque.

Le Maire félicite le binôme Olivier et Janick, agents communaux, d'avoir participé au Trophée de la restauration collective (ils sont arrivés 4^{ème}).

Claude Conrod demande que lui soit rappelée la procédure pour la distribution des colis de Noël auprès des personnes âgées.

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires informe l'assemblée que cette année, la collecte de banque alimentaire a permis d'obtenir 794 kg, récolte quasi identique à celle de l'an passé.

Les diverses informations et dates sont portées à la connaissance de l'assemblée et la séance est levée à 20h20.